

Conférence de Doha : Qatar : 1, climat : 0

vendredi 21 décembre 2012, par [NPA \(commission écologie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 20 décembre 2012).

Du 26 novembre au 7 décembre, la conférence de l'Onu sur le climat qui s'est tenue à Doha au Qatar a réuni plus de 190 pays pendant deux semaines... pour rien !

Fin 2007, le sommet de Bali avait, non sans opposition, repris l'objectif de ne pas trop dépasser 2 °C de hausse de la température par rapport au XVIII^e siècle, en commençant à réduire les émissions mondiales de GES au plus tard en 2015 pour atteindre une diminution de 50 à 85 % d'ici 2050. Il avait aussi reconnu des « *responsabilités communes mais différenciées* » : les pays développés devant diminuer leurs émissions de 25 à 40 % pour 2020 et de 80 à 95 % pour 2050 par rapport au niveau de 1990 ; les pays en développement devant les ralentir de 15 à 30 %.

Depuis, à Copenhague, Cancun, Durban, l'objectif des 2 °C a été abandonné et la responsabilité historique des pays impérialistes a disparu. Et quand la Banque Mondiale affirme qu'il faut « absolument éviter une élévation de 4 °C de la température de la planète », c'est pour imposer ses prétendues « solutions » de « l'économie verte » : agrocarburants, nucléaire, charbon « propre » et appropriation massive des forêts et des terres arables au détriment du droit des peuples à l'alimentation.

Refus d'engagement

À Doha, les principaux pays émetteurs devaient adopter l'acte 2 du Protocole de Kyoto, l'acte 1 s'achevant fin 2012. Seuls quelques pays ne représentant que 14 ou 15 % des émissions planétaires se sont engagés mais ils risquent fort de profiter du prétexte du refus du Canada, de la Chine, des États-Unis, de la Russie, du Brésil... pour ne pas respecter leur propre engagement ! Depuis Copenhague en 2009, un « fonds vert » doit aider les pays du Sud à faire face aux effets du réchauffement climatique et à réduire leurs propres émissions. Ces pays réclamaient 60 milliards de dollars d'ici 2015 et n'ont obtenu qu'une mention dans la déclaration finale pour « *presser les pays industrialisés d'annoncer des aides financières quand les circonstances financières le permettront* ».

Le monde se dirige actuellement vers une hausse de 3 °C à 5 °C de la température globale. L'indispensable lutte contre le réchauffement climatique est directement liée au combat pour sortir du mode de production et de consommation capitaliste. Se satisfaire de l'illusion du capitalisme vert serait une erreur criminelle. La nécessité d'un plan d'urgence sociale et écologique est chaque jour plus criante.

Commission nationale écologie

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 175 (20/12/12).